

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1907

N. 272

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 23 mai 1907, à 1 heure

PAR

Eugène BAUSSET

DE

L'AVORTEMENT CRIMINEL

(ÉTUDE HISTORIQUE ET SOCIALE).

Président : M. DEBOVE, professeur.

*Juges : { MM. RAYMOND et ROBIN, professeurs.
 { DEMELIN, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen		M. DEBOVE.
Professeurs		MM.
Anatomie.		P. POIRIER
Physiologie		Ch. RICHET
Physique médicale.		GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.		GAUTIER.
Parasitologie. histoire naturelle médicale		BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.		BOUCHARD.
Pathologie médicale	}	HUTINEL.
Pathologie chirurgicale		BRISSAUD.
Anatomie pathologique		LANNELONGUE
Histologie.		CORNIL.
Operations et appareils		
Pharmacologie et matière médicale.		SEGOND
Thérapeutique		POUCHET.
Hygiène		GILBERT
Médecine légale.		CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.		THOINOT.
Pathologie expérimentale et comparée.		DEJERINE.
Clinique médicale.	}	ROGER.
Maladies des enfants		HAYEM.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.		DIEULAFOY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.		DEBOVE.
Clinique des maladies du système nerveux.		LANDOUZY.
Clinique chirurgicale.	}	GRANCHER.
Clinique ophtalmologique.		JOFFROY.
Clinique des maladies des voies urinaires.		GAUCHER.
Clinique d'accouchements		RAYMOND.
Clinique gynécologique		LE DENTU.
Clinique chirurgicale infantile		TERRIER.
Clinique thérapeutique		BERGER.
		RECLUS.
		D ^r LAPERSONNE
		ALBARRAN.
		N.....
		PINARD.
		POZZI.
		KIRMISSON.
		A. ROBIN.

Agrégés en exercice.

MM.			
AUVRAY	DUPRE	LEPAGE	RIEFFEL (chef
BALTHAZARD	DUVAL	MACAIGNE	des trav. anat.)
BRANCA	FAURE	MAILLARD	TEISSIER
BEZANCON	GOSSET	MARION	THIROLOIX
BRINDÉAU	GOUGET	MAUCLAIRE	VAQUEZ
BROCA (Amand)	JEANSELMÉ	MERY	WALLICH
CARNOT	LABBE	MORESTIN	
CLAUDE	LANGLOIS	POTOCKI	
CUNEO	LAUNOIS	PROUST	
DEMELIN	LEGREY	RENON	
DESGREZ	LEGUEU	RICHAUD	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Témoignage de reconnaissance.

A MON FRÈRE

Témoignage d'affection

A MES EXCELLENTS CAMARADES

MM. LES DOCTEURS JEAN PIERRUGUES
ET FERNAND FENOUIL

A TOUS MES AMIS

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

LE PROFESSEUR DEBOVE

DOYEN DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

PROFESSEUR DE CLINIQUE MÉDICALE

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Nous n'avons pas la prétention d'aborder, dans ce travail, un sujet nouveau ; on a beaucoup écrit sur l'avortement criminel. Mais en présence du nombre toujours croissant de pratiques abortives, en présence de la diffusion des théories néo-malthusiennes, nous avons jugé utile d'étaler au grand jour, une fois de plus, cette plaie du corps social.

Dans un premier chapitre nous ferons l'historique de l'avortement chez les peuples anciens et modernes. Nous étudierons ensuite sa fréquence et ses causes. En terminant, nous nous permettrons de soumettre à l'appréciation de nos maîtres quelques moyens rationnels capables d'améliorer l'état actuel des choses.

Nous remercions M. le D^r DESCoust pour les bons conseils qu'il nous a donnés.

Nous prions M. le professeur DEBOVE d'agréer ici l'expression respectueuse de notre vive gratitude pour l'honneur qu'il nous fait en voulant bien accepter la présidence de notre thèse.

HISTORIQUE

Les sociétés primitives, peu soucieuses de la vie humaine ont toujours montré une indifférence complète pour le produit de conception et ne comprenaient la vie que dans ses manifestations les plus évidentes et les plus grossières.

Si l'on consulte l'histoire de la Grèce, on voit que l'avortement était pratiqué, dans ce pays, sur une large échelle. Il était proposé comme moyen d'équilibre des populations ; il était recommandé pour éviter les douleurs de l'enfantement.

Zénon et l'école stoïcienne enseignent que le fœtus avant sa naissance n'est qu'un fruit du ventre, une partie des entrailles de la mère. L'enfant n'acquiert son individualité qu'une fois né ; l'âme n'est unie au corps qu'après la naissance. L'Académie admet deux périodes : l'une animée, l'autre inanimée, et dans lesquelles l'avortement a une signification différente.

Platon conseille aux sages-femmes de faciliter l'avortement de l'enfant quand la mère est décidée à le faire.

Aristote approuve les manœuvres abortives : « si, dans le mariage, dit-il, il y a conception, contre toute attente, l'avortement doit être pratiqué avant que le fœtus ait le sentiment de la vie ; ce qui est d'accord avec la sainteté des lois dans ce cas, ne l'est plus, lorsque le fœtus est animé. » Le même philosophe va plus loin et prétend que, dans une république, on doit fixer le nombre des enfants et empêcher qu'on élève des enfants contrefaits.

Lycurgue transforma même en loi cet horrible précepte.

Hippocrate semble avoir indiqué certains moyens pour expulser le fœtus.

Olympias donne à cet effet une recette spéciale.

Moschion nous a transmis une partie des écrits de Cléopâtre parmi lesquels il est question d'avortement.

A Athènes toutefois, ce crime était puni, mais nous ne connaissons pas la peine qui était habituellement appliquée.

A Rome, l'avortement était un véritable fléau. On trouve une explication de ce fait dans l'organisation de la famille romaine. Le paterfamilias a sur ses enfants les droits les plus absolus, les plus tyranniques ; son arbitraire peut ne pas avoir de bornes ; il dispose à son gré de tous ses biens et de toutes les personnes placées sous ses ordres. De plus, le foyer domestique est un asile sacré dont le seuil ne peut être franchi par le magistrat. Le chef de famille pouvait donc sans crainte faire périr l'enfant dans le ventre de la mère.

Les avortements furent tout d'abord rares. Les Romains étaient un peuple à la fois guerrier et agricole ; ils avaient besoin de soldats pour défendre leurs conquêtes et de bras pour cultiver leurs terres. Mais plus tard le spectacle changea. Rome devint la reine du monde ; son influence considérable s'étendit sur l'Orient et sur l'Occident. Les richesses affluèrent et avec elles naquirent l'oisiveté, la dépravation, la débauche. Les célibataires furent nombreux ; les divorces pullulèrent ; les femmes portèrent une main criminelle sur le dépôt que la nature leur avait confié. Parmi les riches patriciennes, les unes trouvaient là un moyen commode pour faire disparaître le témoin de leurs relations coupables et pour se livrer sans interruption à leur existence de fêtes et de plaisirs ; les autres évitaient ainsi les ennuis de la grossesse et n'altéraient pas la finesse de leurs traits.

Quand la femme mariée se faisait avorter contre le gré de son mari, ce dernier pouvait la mettre à mort et possédait sur les complices un droit de vengeance qui plus tard fut remplacé par une indemnité pécuniaire. Le père avait sur sa fille non mariée le même droit.

Les Sagæ, sortes d'entremetteuses, avaient la spécialité des avortements ; les nourrices leur faisaient concurrence.

En vain des lois sévères punissaient les coupables, imposaient les célibataires, récompensaient les pères de famille ayant beaucoup d'enfants, l'avortement deve-

nait un péril national. Plusieurs philosophes et poètes élevèrent la voix.

Plaute, dans une de ses pièces, parle de l'avortement comme d'une chose à la mode.

Sénèque et Juvénal s'élèvent contre « la répugnance des jeunes praticiennes à se soumettre aux fatigues de la grossesse et de l'allaitement, alors que les mères, dans le peuple, les supportaient avec une patience exemplaire. »

Suétone rapporte que la concubine de Domitien mourut des suites de manœuvres abortives.

Aulu-Gelle, dans les *Nuits Attiques*, reproche aux femmes de rendre leurs mamelles stériles en se rendant improductives.

Ovide avertit les jeunes filles des dangers qu'elles courent en interrompant le cours normal de leur grossesse. Le même auteur nous raconte que les dames romaines décidèrent un jour la grève des ventres pour punir leurs maris. Le Sénat flétrit les attentats de ces épouses dénaturées.

Pline énumère les plantes utilisées en pareils cas.

Cicéron relate une affaire d'avortement où la femme fut sévèrement châtiée.

Seule une répression impitoyable pouvait enrayer le mal.

Déjà Alexandre Severe avait limité chez les Romains le droit de mort que les parents s'arrogeaient sur leurs enfants.

Antoine édicta des règlements qui punissaient de l'exil les avorteuses ainsi que les marchands de subs-

tances abortives ; mais la femme grosse qui se débarrassait de son produit restait impunie.

Chez les Juifs, l'avortement paraît avoir été inconnu. Les statuts de Moïse ne contiennent même pas de loi relative à ce crime, sauf cette maxime : « Tu ne tueras point. » D'ailleurs, chez ce peuple, les familles nombreuses n'étaient pas rares.

Enfin le christianisme vint exercer sur les esprits une influence bienfaisante. Pour lui, le fœtus est plus qu'une partie de la mère ; c'est un être vivant, et c'est être homicide que de le détruire. Bien plus, s'occupant davantage de l'âme du fœtus que de son existence corporelle, il trouve moins odieux l'infanticide qui respecte les intérêts spirituels de l'enfant que l'avortement qui le prive du baptême. De là sont venues les interminables discussions sur l'animation du fœtus qui ont occupé tous les philosophes, les médecins et les Pères de l'Église pendant de longs siècles.

Les savants fixèrent les uns au quarantième jour après la conception la date de l'animation ; les autres au soixantième ; d'autres enfin au quatre-vingt-dixième.

Saint Augustin, Théodoret, Gratien admettent que l'avortement ne donne lieu à une peine qu'autant que le fœtus est formé.

Tertullien, dans un passage de l'*Apologétique*, s'écrie : « Homo est qui futurus est. »

Saint Bazile exclut définitivement la distinction du part informe et du part formé.

Zacchias, médecin du pape Innocent II, déclare que : « celui qui a tué un fœtus inanimé doit être puni d'une

peine extraordinaire ; que celui qui a tué, au contraire, un fœtus animé doit être affligé du dernier supplice. »

Avec Adrien, Théodose, Constantin, le droit romain prononce la peine de mort contre l'avortement. Le concile d'Elvire se montre moins sévère ; il exclut à jamais de la participation aux sacrements les mères convaincues d'avortement prémédité. Le concile d'Ancyre en 314, et celui de Lérida en 524 décrètent contre ce crime, l'un, une pénitence de dix ans, l'autre de sept ans avec interdiction des sacrements. Le concile de Constantinople en 692 et le concile de Mayence en 847 assimilent l'avortement à l'homicide.

La charité chrétienne offre déjà à cette époque des secours tant à la mère qu'à l'enfant. On fonde des maisons d'enfants trouvés à Trèves et à Milan.

Le père de la chirurgie, Ambroise Paré, déclare que l'avortement est un acte blâmable et inhumain.

L'Édit de Henri II en 1556 confond dans une répression commune et également impitoyable tous les crimes qui menacent la vie du produit de conception. Cet édit obligeait en outre la femme, veuve ou fille, en état de grossesse, à en faire la déclaration faute de quoi elle serait punie de mort.

Sixte-Quint en 1588 et Grégoire XIV en 1591 étendent la peine capitale aux prêtres complices qui exerçaient presque tous la médecine.

Henri III, Louis XIV et Louis XV confirment l'édit de Henri II. De plus il était enjoint aux curés de le publier au prône tous les trois mois.

A la fin du XVIII^e siècle, Beccaria, Voltaire et J.-J. Rous-

seau ont protesté contre les rigueurs de la loi. La Révolution française réagit contre cette sévérité : le Code de 1791 décrète la suppression de la peine de mort ; de plus il accorde l'impunité à la mère pour faire tomber toute répression sur les complices.

Actuellement la pénalité de l'avortement est réglée par l'article 317 du Code ainsi conçu :

« Quiconque par breuvages, aliments, médicaments, soit par tout autre moyen, aura provoqué l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

« La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait lieu. »

En Asie, dès la plus haute antiquité, les Mèdes et les Perses punissaient l'avortement artificiel comme un crime. Aujourd'hui les manœuvres abortives sont d'un usage courant à Téhéran. La religion défendant aux femmes mariées de cohabiter avec leur mari pendant la grossesse, la jalousie pousse ces malheureuses à se débarrasser du produit de conception ; de plus les grossesses illégitimes sont punies de mort.

A Pondichéry et à Karikal ce sont les blanchisseuses qui font le métier d'avorteuses. On estime à 1000 par

mois les avortements qui sont provoqués à Calcutta.

Chez les Hindous, la destruction de l'être qui n'a pas encore vu le jour est un moindre mal que le déshonneur d'une femme.

Dans nos possessions d'Indo-Chine, surtout au Cambodge et en Annam, les pratiques abortives sont fréquentes.

A Singapour, on limite par ce moyen la population.

Au Bengale on fait disparaître par le même procédé 10.000 enfants chaque mois.

Les tribus sauvages du Kamtschatcha, les Sibériennes, les Kalmuckes et les filles mongoles ne reculent devant aucune extrémité pour se débarrasser des preuves de leurs relations coupables.

A Pékin, la femme enceinte de son mari se fait avorter impunément. Des voitures circulent, au dire de Scott, pour recueillir les cadavres des avortons jetés à la rue pendant la nuit. Les murailles des grandes villes sont couvertes de petites affiches qui ne sont autre chose que des indications de breuvages qualifiés infailibles pour provoquer l'issue du sang menstruel. Le Dr Matignon, médecin militaire à la légation de Chine, dans son livre intitulé : *Crimes, misère et superstition en Chine* nous en donne une série de spécimens. Ajoutons que, dans ce pays, la loi oblige les veuves à une éternelle chasteté. Ce sont des sages-femmes appelées *van-pous* qui s'occupent de la pratique des avortements et sont chargées des expertises, les médecins ignorant l'anatomie.

Elles appliquent sur le col de la matrice des substan-

ces irritantes, bichlorure de mercure, pudiculus bovis séché et pulvérisé. Un appareil spécial appelé « Hérison » quand il est employé pendant le coït, congestionne à tel point les organes génitaux que l'expulsion de l'embryon s'ensuit.

Au Japon, la liberté des mœurs est très grande. L'avortement est considéré comme un déshonneur dans la haute société, mais comme une chose naturelle dans le peuple. D'ailleurs aucune loi ne punit ce crime.

A l'île Formose, il n'est point permis aux femmes d'avoir des enfants avant trente-six ans, et les prêtresses ont mission de mettre fin à toute grossesse survenant avant l'âge fixé par la loi en piétinant sur le ventre de la malheureuse femme enceinte.

A Constantinople, des Juives font le métier d'avorteuses et tiennent des boutiques à cet effet. Elles déchirent l'œuf avec les grosses nervures des feuilles de tabac. Le Dr Pardo raconte qu'en 1872 on y a constaté 3.000 avortements. La loi, bien que contraire à ce crime, est indulgente et permet le rachat de la peine à prix d'argent.

Le Sultan lui-même, ordonne qu'on fasse avorter les femmes enceintes de son harem.

Chez les Tasmaniens et naguère encore chez les Australiens, de vieilles femmes frappaient tout simplement sur le ventre des femmes enceintes. Dans ces pays, la peste, la famine et la guerre sont une cause de dépopulation moindre que les pratiques abortives.

Les Néo-Calédoniennes avalent des bananes vertes,

cuites et bouillantes. Et elles ne se cachent pas d'avoir mangé de la banane.

Certaines tribus du Pacifique provoquent l'avortement quand la femme qui allaite devient enceinte, sous prétexte qu'elle s'épuiserait.

Au centre de l'Afrique, les négresses filles se font avorter lorsqu'elles sont sans ressources, l'épouse infidèle pour cacher sa faute et éviter le châtiment, l'esclave, sur l'ordre de son maître, pour conserver les apparences de la virginité et être vendue à un meilleur prix.

Chez les Arabes, la polygamie est ici la principale cause. A la jalousie, ajoutons la facilité du libertinage, les mauvais traitements qu'éprouve la femme arabe, la misère générale. Les matrones emploient comme breuvages, le verdet et le garou.

Le Koran toutefois défend ces pratiques.

En Kabylie, de vieilles femmes posent sur le ventre de la patiente couchée un moulin portatif en pierre qu'on tourne jusqu'à ce qu'on ait produit un ébranlement favorable au but qu'on se propose.

En Amérique les riverains de la baie d'Hudson, les Payaguas, les Albayas, les indigènes du bassin de l'Orénoque attribuent à l'âme de l'enfant mort-né une puissance surnaturelle; c'est une sorte de génie bienfaisant qui s'attache à la famille; d'où de nombreux attentats à la vie du fœtus.

Les Indiens de la Plata font avorter leurs femmes dès qu'ils ont deux fils vivants.

Aux États-Unis l'avortement s'étale en plein jour.

On trouve à la quatrième page des journaux des annonces éhontées ; on peut lire à la porte de certaines maisons spéciales ces mots : ici on pratique des avortements.

D'après Lewin, le nombre de ces crimes atteindrait pour New-York seulement 80.000 par an. Une enquête officielle a fixé à 200 le nombre de personnes s'occupant spécialement de cette industrie. Un cas sur mille arriverait à la connaissance de la police. Sir Draper, dans le *Boston médical and surgical journal* rapporte qu'un avorteur utilisait les courants électriques.

En Europe, l'avortement est moins ouvertement pratiqué, à cause des peines édictives, mais tout aussi fréquent.

Le raffinement de nos mœurs permet d'employer des moyens plus perfectionnés.

L'Allemagne est actuellement arrivée à un degré élevé dans cette pratique. « Dans la vertueuse Allemagne, dit le Dr Corre, l'avortement est pratiqué couramment et les coupables échappent d'autant plus aisément aux rigueurs de la loi qu'une condamnation ne peut avoir lieu sans la production du corps du délit toujours facile à détruire ou à cacher. »

En Italie, on relate des faits aussi alarmants. A Naples, on trouve dans d'élégantes vitrines des collections de fœtus conservés dans l'alcool figurant comme réclame.

En Suède, des gens exercent le métier de presseurs de ventre.

En Angleterre on emploie comme abortif l'essence

persane de roses, sorte de teinture éthérée d'ergot de seigle.

Toutefois un grand nombre d'Anglaises sont attirées à Paris par la renommée de nos matrones.

FRÉQUENCE DE L'AVORTEMENT

La France n'a pas échappé au mal dont souffrent les autres nations. Le crime d'avortement loin de diminuer de fréquence va chaque jour au contraire en augmentant.

« L'avortement, a dit Maygrier, est une véritable plaie sociale. Le nombre en est considérable. C'est par milliers de l'aveu de tous qu'il faudrait le chiffrer, mais d'autre part, trop d'inconnues empêchent de dresser avec quelque certitude la statistique d'un crime qu'il est si facile de dissimuler. »

« Qui pourrait dire le nombre des avortements, a écrit Jules Simon; pour un qui éclate au grand jour, des milliers sont couverts par l'obscurité de la vie privée. »

Brieux, dans *Maternité*, observe ces faits dans leur sombre réalité et nous pouvons affirmer que cet écrivain n'a rien exagéré.

Pajot estimait qu'il y avait plus d'avortements que d'accouchements.

D'après M. Bonnain, le nombre des avortements trai-

tés dans les maternités est aujourd'hui quarante-six fois plus grande qu'il y a quatre-vingts ans.

« Il y a, dit M. Lacassagne, 150 sages-femmes à Lyon. Une sage-femme nous raconte qu'elle voit à peu près trois avortements par semaine, ce qui fait 150 par an. Prenons une moyenne; nous pouvons admettre que sur 150 sages-femmes, il y en a 100 qui observent 100 avortements par an, soit 10.000.

Nous savons d'autre part qu'il y a 8.000 à 9.000 naissances par an. Donc il y a plus d'avortements que de naissances. »

De nombreux auteurs ont essayé de dresser une statistique exacte et de classer séparément l'avortement spontané et l'avortement provoqué. Ils se sont heurtés à une foule de difficultés; aussi constatons-nous des écarts considérables.

Mad. Lachapelle constate 1 avortement sur 189 accouchements.

Leubel 1 sur 12

Schroëder . . . 3,7 — 40

Withead 1 — 7

Abegg 1 — 11

Hennerig 1 — 40

Brion sur 560 cas d'avortements ne trouve la cause que dans 161. Sur les autres il reconnaît 369 cas avoués ou douteux.

Blondel sur 100 avortements considère 80 cas provoqués.

Ribemond-Dessaignes trouve 1 avortement sur 5 accouchements.

Escande, sur les inspirations de *M. Boissard* rapporte 1 avortement sur 9 ou 10 accouchements et il ajoute que pour un avortement spontané, il y en a 2 sinon 3 qui sont suspects pour ne pas dire criminels.

Le *D^r Maygrier* donne comme résultat 6 pour 100.

Le *D^r Baffet* a relevé à Lariboisière et à la Charité de 1895 à 1903 dans le service de *M. Maygrier* tous les avortements et il constate qu'il avait passé de 6,8 pour 100 à 11, 4 pour 100. La moyenne serait donc de 9 pour 100.

M. Doléris a dressé une statistique de 1898 à 1904 à Boucicault. Il est arrivé au résultat suivant :

En 1898 : Accouchements à terme. . . . 457

Avortements. 43

Accouchements avant terme . . . 45

En 1904 : Accouchements à terme. . . . 497

Avortements. 130

Accouchements avant terme . . . 102

Pour un chiffre presque égal d'accouchements à terme, celui des avortements a plus que triplé en sept ans.

Un grand nombre de ces avortements paraissent être la conséquence de manœuvres abortives. *M. Doléris* a obtenu avec un peu d'insistance de nombreux aveux ; les femmes lui ont même donné des détails très suggestifs et même les adresses de quelques professionnelles. Cette enquête lui a permis de constater qu'il y avait un avortement criminel pour une fausse couche spontanée, soit 50 pour 100.

M. Doléris a poursuivi son étude dans les différents services et il a remarqué que partout, dans ces derniè-

res années, il y avait une augmentation dans le nombre des avortements : légère à Tarnier ; sensible à l'Hôtel-Dieu, Beaujon ; énorme à Tenon, Boucicault, Saint-Antoine, la Charité, Lariboisière. Prenant les six maternités de la Charité, Beaujon, Tenon, Lariboisière, Saint-Antoine, Boucicault, M. Doléris a trouvé que dans l'année 1904 il y avait eu une moyenne de 18 avortements pour 100, alors qu'en 1898 cette moyenne n'était que de 5, 6 pour 100. Elle a donc triplé en quelques années.

Remarquons que cette proportion est forcément inexacte, ou plutôt qu'elle est au-dessous de la réalité. M. Doléris a cherché à établir un rapport numérique entre les avortements et les accouchements à terme ou prématurés dans les services d'accouchements. Mais il ne tient aucun compte des avortements des premiers mois qui n'entraînent presque jamais l'admission des malades dans les établissements hospitaliers : il néglige aussi un grand nombre de cas reconnus et soignés dans les services de médecine ou de chirurgie. Il est certain que si l'on effectuait ces recherches la proportion donnée par M. Doléris serait facilement doublée.

Le chiffre des accusations est loin de représenter le nombre exact de crimes commis ; car le plus grand nombre échappe aux investigations de la justice. Les affaires jugées sont rares ; de plus les acquittements sont prononcés dans 40 0/0 des cas et les circonstances atténuantes sont presque toujours admises. Le nombre des affaires non poursuivies par le ministère public et les juges d'instruction a augmenté d'une façon effrayante.

Cependant le nombre de fœtus apportés à la Morgue diminue sensiblement. Les causes de ces deux faits s'expliquent par l'habileté des matrones et la précocité des manœuvres.

Pasteur a indirectement favorisé les avortements. Depuis les progrès de l'antisepsie, les manœuvres abortives entraînent rarement des complications mortelles. Autrefois la femme reculait souvent devant les dangers de l'avortement ; elle attendait une période avancée, escomptant toujours sur un retard de règles. Elle n'allait voir la faiseuse d'anges que lorsqu'elle avait senti les mouvements actifs du fœtus ; aujourd'hui, elle n'attend pas que ce dernier ait acquis un certain développement pour s'en débarrasser.

Orfila fixe l'époque la plus fréquente de l'avortement provoqué à deux mois et demi.

Devergie entre le troisième et le troisième et demi.

Briand et Chaudé entre le troisième et le cinquième.

Tardieu sur 71 cas d'embryons suspects en a trouvé 66 qui n'avaient pas atteint l'époque de la viabilité.

Brouardel sur 53 observations trouve le maximum entre le troisième et cinquième mois et demi.

AVORTEURS ET AVORTÉES

Mobiles qui les font agir

Le crime d'avortement, dit Tardieu, a dégénéré en véritable industrie ; la rumeur publique désigne les noms des personnes qui s'y livrent et les maisons où elle s'exerce.

Lorsqu'on consulte les annales des tribunaux on est frappé de voir un nombre considérable de sages-femmes accusées d'être les auteurs principaux des manœuvres abortives. Ceux qui assistent à des affaires d'avortements jugées en cours d'assises peuvent constater avec quel intérêt les sages-femmes suivent les débats et avec quelle satisfaction elles accueillent l'acquittement.

Nous n'avons pas l'intention d'englober dans une réprobation commune toute une corporation qui renferme, nous le disons bien haut, tant de femmes de mérite. Il y a beaucoup de sages-femmes, surtout à la campagne, qui se contentent d'une existence médiocre et repoussent avec dignité les propositions criminelles. Leur honorabilité est au-dessus de tout soupçon ; leur

vie pleine de dévouement, mais dans chaque troupeau il y a des brebis galeuses et ici elles sont légion.

En consultant la statistique du personnel médical on constate qu'il y a en France un total de sages-femmes à peine inférieur à celui des médecins, c'est-à-dire qu'il y a presque autant de personnes pour soigner les femmes en couche que pour soigner toutes les autres maladies. De plus à Paris la moitié des accouchements sont pratiqués dans les établissements de l'assistance publique, de sorte que l'on se demanderait comment peuvent vivre toutes ces accoucheuses si l'on ne connaissait pas les dessous du métier.

Il existe à Paris des maisons d'accouchements dirigées par certaines personnes sans scrupule et sans conscience, quelquefois même sans diplôme, qui cumulent les fonctions d'accoucheuses, d'avorteuses et d'entre-metteuses. Ces établissements possèdent de nombreuses rabatteuses chargées d'assurer la prospérité du commerce. Les unes exerçant la profession de marchandes à la toilette se glissent spécialement chez les femmes jouissant d'une large aisance et sous prétexte d'offrir leurs marchandises font de la réclame pour leurs maisons. Les autres, marchandes de dentelles, rendent plutôt visite aux domestiques et aux ouvrières et vantent l'habileté des opérateurs.

Certaines sages-femmes abusent du droit qu'elles ont de traiter quelques maladies légères et pratiquent ouvertement la médecine. Elles annoncent à grand renfort de réclames qu'elles soignent et guérissent les maladies des dames. A côté, entre parenthèses, on peut

lire aussi ces mots significatifs (maison seule, discrétion, bon marché, on se rend à domicile).

Enfin il est des maisons qui ont la spécialité d'exercer une surveillance particulière sur la menstruation de leurs clientes recrutées surtout dans le monde de la haute galanterie. Chaque mois, la mondaine vient prendre le thé chez la Lucine moderne et tout en causant on s'occupe de la question menstruelle. Dès qu'un retard de quelques jours se produit dans l'apparition des règles, avant même qu'il y ait certitude de fécondation, la matrone pratique un lavage utérin avec une solution de lysol, de thymol ou autres préparations. On possède, dans ces maisons, le calendrier cataménial de chaque cliente.

On voit que nous sommes loin de Phénarète tant vantée par Socrate ou de Louise Bourgeois dans son *Instruction à ma fille*.

Quelquefois l'accusation porte sur des médecins. Ceux-ci ont, en général, une haute idée de leur noble mission et s'il se trouve parmi eux quelques déclassés, la honte de ces derniers ne rejaillit pas sur le corps médical tout entier.

Des pharmaciens, des herboristes et des charlatans ont parfois été compromis ; en général ils se bornent, par esprit de lucre, à fournir des tisanes inoffensives.

Les clientes de ces bouges infâmes sont à la fois des jeunes filles et des femmes mariées.

La jeune fille entre habituellement dans la voie du crime à la suite d'un amour trompé.

Elle se livre de bonne foi à celui qu'elle appelle son

amant, elle a confiance en ses belles paroles, en ses promesses de mariage. Un enfant arrive ; le père disparaît et tandis qu'il recherche une autre victime la jeune mère reste seule avec son déshonneur.

A la campagne, ses parents lui feront subir des traitements rigoureux ; partout elle rencontrera une sourde hostilité ; la société la poursuivra de son mépris tandis que le suborneur sera honoré.

On fera même rejaillir lâchement sur l'enfant la faute des parents.

A la ville, la fille enceinte sera chassée de l'atelier ou de l'office. Ses amis la railleront ; la charité privée restera sourde à son appel ; les pouvoirs publics se montreront indifférents. A l'abandon et au mépris vient ainsi s'ajouter la misère.

« Quand une paysanne, dit Michelet, se place comme bonne à la ville, elle en est d'abord punie. Elle ne voit plus le soleil. La bourgeoisie est souvent très dure, surtout si la fille est jolie. Le regret du pays lui vient ; mais elle sait que son père ne voudra pas la reprendre. Elle pâlit ; elle dépérit. Le maître seul est bon pour elle ; il la consolerait, s'il l'osait. Il voit bien qu'en cet état désolé où la petite n'a jamais un mot de douceur, elle est d'avance à celui qui lui montrerait un peu d'amitié. L'occasion vient bientôt. La résistance n'est pas grande ; c'est son maître et il est fort. La voilà enceinte, grand orage. Le mari honteux baisse les épaules. Elle est chassée et sans pain. »

Dans le roman de Zola, intitulé *Fécondité*, pareil sort est réservé à Norine, enceinte des œuvres de son patron

Beauchêne: « Maintenant elle est à la rue ; pas d'argent, pas de pain, personne pour l'aider et un mioche qui pousse. »

Que fait la mère en pareil cas ?

Le délire s'empare d'elle ; ses sentiments maternels sont momentanément étouffés : elle entre dans une de ces officines louches faire payer à l'enfant la haine qu'elle nourrit contre le séducteur qui l'a abandonnée et contre la société qui se montre pour elle si injuste et si inhumaine.

La femme mariée appartenant à la classe ouvrière refuse souvent la maternité pour échapper à la misère, « La crainte des heures noires, la crainte de voir les enfants avoir faim pousse trop souvent les femmes pauvres à des agissements qui ne sont pas plus d'accord avec les lois de la nature qu'avec le Code pénal. » (Bebel.)

Dans la classe bourgeoise, dès que la progéniture a atteint le chiffre fixé, on considère la venue d'un enfant inattendu comme un malheur ; l'égoïsme prime tout intérêt social et l'enfant est sacrifié. On ne veut pas diviser la maison ni morceler le champ. Que de fois n'avons-nous pas entendu cette phrase de la bouche d'une femme en pleine sève : « Un marmot, c'est une gêne ; un seul, c'est bien assez ; je n'en veux plus. » Eh bien, si dans ce ménage il survient une fausse couche, on peut être certain qu'elle aura été provoquée ; et les parents, dans leur for intérieur, cacheront leur joie.

Certaines femmes agissent par pusillanimité ; elles redoutent les fatigues de la grossesse et les douleurs de l'enfantement.

On rencontre aussi des coquettes dénaturées qui craignent pour leur beauté. La grossesse, disent-elles, déforme la taille pendant de longs mois, quelquefois même définitivement ; elle amène la vieillesse avec ses rides ; elle interrompt les relations sociales, empêche les voyages.

Dans certains milieux, on considère la grossesse comme un état ridicule ; on voit des maris qui n'osent plus sortir avec leur femme.

Rappelons-nous qu'à Rome, à une certaine époque, on ornait de guirlandes de fleurs la maison d'une femme enceinte.

A Athènes, les criminels trouvaient chez la femme grosse un refuge inviolable.

Autrefois une famille nombreuse de cinq à six enfants était normale ; aujourd'hui on regarde cela comme une véritable affliction. « On blâme le malheureux époux ; on le plaint, ce qui est pire ; on en rit, ce qui est le comble. » (Rochard.)

Le libertinage détourne souvent la femme de ses devoirs conjugaux et c'est au crime que cette dernière s'adresse pour cacher à son mari ses relations illégitimes.

Chez la fille publique et la courtisane, l'avortement est la règle.

Rappelons à ces mères dénaturées la belle parole de M. Bertillon : « L'épouse ne doit pas d'abord être ouvrière, commerçante, compagne ou femme du monde ; elle doit avant tout être mère. »

Toutes ces causes ne sont pas les seules qui pous-

sent habituellement à la limitation du nombre des enfants.

Les progrès de l'antisepsie en garantissant à la femme le minimum de dangers ont eu facilement raison de certaines hésitations.

Ajoutons à cela la vulgarisation des procédés abortifs. Des brochures, des prospectus, des livres à bon marché qui traitent spécialement de l'art de supprimer la grossesse sont livrés à la publicité et même répandus gratuitement dans le public. Voici quelques titres : *Moyens licites et pratiques de limiter la fécondité de la femme*, par le Dr X..., traduit de l'anglais ; brochure poursuivie et acquittée par la Cour d'assises ; *Population et prudence procréative* ; *La grève des ventres* ; *Moyens d'éviter les grandes familles* ; rôle prépondérant d'appareils spéciaux : canules, seringues, prix 2 francs. *Libre amour, libre maternité*.

Des nouvelles pièces de théâtre et des romans sociaux accomplissent dans le public instruit les mêmes ravages.

La diminution des croyances religieuses n'est pas étrangère à l'augmentation de l'avortement. Les femmes aux convictions religieuses considèrent la provocation de l'avortement comme un crime dont elles ne voudraient pas se rendre coupables. Elles mettent en pratique les paroles de l'Évangile « Croissez et multipliez ». On peut d'ailleurs observer que les familles religieuses comptent encore de nombreux enfants.

Nous avons déjà vu que la société juive, profondément croyante, ignorait l'avortement.

Enfin pour qui escompte le divorce, l'enfant serait un lien et une charge et on s'en débarrasse volontiers.

Dans ces dernières années de nombreux orateurs ont fait une série de conférences en faveur de la limitation de la population. Ces adeptes s'intitulent pompeusement néo-malthusiens : L'homme, disent-ils, a une tendance à se multiplier beaucoup trop vite ; il ne doit pas laisser à la nature le soin de le guider dans le nombre de ses enfants. Au contraire il doit faire intervenir la raison pour limiter par manœuvres et par fraudes le nombre de ceux-ci aux ressources dont dispose la société et dont il dispose lui-même. Et afin de vaincre toute hésitation, ils ajoutent : le fœtus avant le troisième mois ne peut être considéré comme un être distinct de la mère ; ce n'est qu'une masse de sang qui se confond avec elle. La mère peut le faire disparaître sans qu'on puisse l'accuser de crime. Ici se réveillent les théories d'Aristote et d'Hippocrate ainsi que les discussions religieuses du moyen âge.

Certains autres propagandistes, sous prétexte de lutter contre la dégénérescence de la race, estiment que les hommes et les femmes tarés héréditairement n'ont pas le droit de créer des êtres qui seront personnellement malheureux et qui constitueront un danger pour la société.

Il en est enfin qui vont plus loin. Partisans de l'émancipation de la femme, ils soutiennent que les rapports sexuels étant une nécessité physiologique, la femme est libre d'elle-même, libre de choisir le moment de la maternité ou même de l'éviter complètement.

En Angleterre Robert Dale Ower, Richard Carlile, Austin Holyoake, Charles Knowlton ont été les grands propagateurs de ces théories.

En France, ils ont eu de nombreux imitateurs.

« C'est une conscience coupable, s'écrie M^{me} Séverine, de créer des êtres réservés à la faim, au froid, au deuil et à la misère. »

M. Spiral se demande aussi si la femme a le droit de se faire avorter et il répond : « non au point de vue légal, mais oui si elle a agi dans la crainte de la misère » et il croit que de cette manière non seulement la femme se sauve elle-même du déshonneur, mais que de plus elle rend service à la société.

Nous ne pouvons souscrire à de pareilles théories.

Tout d'abord l'humanité n'a pas tendance à s'accroître sans limites et ensuite nous ne croyons pas que la restriction volontaire diminue le paupérisme. Les nations les moins peuplées ne sont pas les plus heureuses ; jamais la destruction des hommes par les guerres, les révolutions, les épidémies et autres fléaux n'a été suivie d'une plus grande somme de bonheur pour ceux qui sont restés. D'ailleurs à mesure que la population s'accroît les progrès de l'industrie augmentent la richesse d'un pays. Ainsi au cours du xix^e siècle, la population a progressé plus ou moins dans tous les pays ; dans le même temps la consommation des aliments a augmenté ; chacun est devenu plus exigeant ; or il a été constaté que non seulement la richesse totale de chaque État, mais aussi la richesse moyenne par tête

était plus grande vers la fin que vers le commencement du siècle.

Vouloir limiter volontairement la race, c'est vouloir supprimer l'effort.

« Le vrai principe de toute richesse, disait Mirabeau, est la multiplicité de l'espèce humaine. »

Nous ne pouvons pas davantage accepter que les parents aient le droit de faire disparaître l'enfant quand ce dernier constitue pour eux une gêne. Dès la conception il y a dans le sein de la mère un être qui a droit à la vie ; c'est un crime de le faire périr. Que le fœtus soit vivant ou mort, qu'il ait atteint l'époque de la viabilité ou qu'il soit au premier temps de la formation, ni les conditions intentionnelles ou morales, ni les conditions physiques ne changent.

Le devoir de la femme est de mettre son enfant au monde et si elle est dénuée de ressources le devoir de la société est de la secourir. Nous ne saurions trop rappeler à la mère qu'elle a des obligations à remplir non seulement envers son enfant, mais aussi envers la société.

A l'émancipation utopique, nous opposons un féminisme raisonnable, une compréhension claire non pas tant des droits, mais des devoirs.

Enfin la préoccupation utilitaire vient doubler le souci humanitaire. Il est une œuvre patriotique à laquelle chacun doit coopérer. L'avortement est une cause importante de dépopulation. Or la force et la puissance d'une nation sont en raison directe avec sa natalité.

Rappelons quelques lignes du docteur allemand Roumel : « La politique des races est impitoyable. Le moment approche où les cinq fils pauvres de la famille allemande alléchés par les ressources et la fertilité de la France, viendront facilement à bout du fils unique de la famille française. Quand une nation grossissante en coudoie une plus clairsemée qui, par suite, forme un centre de dépression, il se forme un courant d'air vulgairement appelé invasion, phénomène pendant lequel la loi et la morale sont provisoirement mises de côté. »

Nous dirons en passant quelques mots de l'avortement provoqué dans un but médical, parce que cette intervention a rencontré autrefois, et même encore aujourd'hui, de nombreux détracteurs parmi les théologiens et les jurisconsultes.

« Dans les circonstances graves où il serait prouvé que la mère ou l'enfant ne pourrait pas résister à un accouchement à terme, il n'est nullement contraire à la morale de provoquer l'avortement. » (Marc.)

Certes, si aucun texte juridique ou religieux n'autorise le médecin à décréter la mort de l'enfant, le cœur et la raison lui ordonnent de ne pas laisser périr la mère.

« Dans une alternative aussi sérieuse, on ne saurait comparer l'existence frêle et imparfaite du fœtus à peine doué de quelque sensibilité, ne jouissant d'aucune faculté morale, et qui ne tient au monde par aucun lien extérieur avec l'existence de la mère dont les

facultés sont développées et dont la conservation à ces titres est également précieuse. » (Velpeau.)

Le temps fait son œuvre. Des résultats surprenants sont publiés et les autorités judiciaires et religieuses restent silencieuses.

Le médecin, en pareille circonstance, ne saurait être rapproché de certains industriels qui sont la honte de la profession, car il agit au grand jour, au vu et au su de tout le monde, après avoir fait envisager au père et à la mère toutes les conséquences.

Il est regrettable qu'aucun texte précis ne rende cette dérogation exceptionnelle parfaitement légitime.

Lorsqu'une femme qui ne désire pas d'enfants constate l'absence de ses règles, elle espère tout d'abord un simple retard. Si au bout de quelques semaines le flux menstruel n'apparaît pas, la femme s'inquiète, confie son secret à une amie plus âgée et lui demande conseil. Celle-ci possède toujours quelques recettes ; elle ordonne les bains de pied chauds avec de la farine de moutarde, les sinapismes, les longues courses, le massage du ventre, la compression à l'aide d'une ceinture ou d'un mouchoir plié en cravate et appliqué au-dessus des hanches. Ajoutons à cela les injections vaginales, chaudes, tièdes ou froides, l'application de sangsues au niveau des parties génitales et sur la partie supéro-interne des cuisses.

Malgré une longue ténacité, le but n'est pas atteint. L'amie expérimentée ou l'herboriste auquel on a eu ensuite recours conseille alors quelques-uns des breuvages réputés abortifs : absinthe, persil, armoise, roma-

rin, mélisse, genièvre, camomille, tanaïsie, safran, salsepareille, quinine, aloès, coloquinte, gomme gutte, huile de croton, if, thuya, rue, sabine, ergot de seigle, tabac, iode, etc. « La multiplicité de ces substances n'a d'égale que leur impuissance et la plupart d'entre elles n'ont jamais pu provoquer l'avortement. » (Tardieu.) Bien plus la rue et la sabine ont, dans bien des cas, mis les jours de la femme en danger.

Devant ce résultat négatif, la jeune femme s'affole et court chez la matrone exposer son cas. Celle-ci, tout en s'informant des conditions sociales de sa cliente, la rassure et lui promet de faire rapidement « couler le fœtus. » Le marché est vite conclu et le salaire versé.

Lorsque la justice enquête sur ce genre d'affaires, on est surpris de voir pour quelle modeste somme ces femmes n'hésitent pas à compromettre leur avenir. Le prix d'un avortement est en moyenne de 100 francs.

La matrone, à sa première visite, se contente en général d'examiner sa cliente avec une certaine solennité. Ce sont de simples touchers inoffensifs. On se donne rendez-vous pour le lendemain tantôt dans le salon d'opération, tantôt chez la jeune femme, le plus souvent dans un hôtel mal famé assez éloigné de la demeure respective des deux intéressées. La cliente se place sur le bord du lit, ou sur le rebord d'une chaise, une cuvette entre les jambes, La matrone dissimule une seringue de 10 à 20 centicubes, pleine de liquide, à laquelle est adaptée une sonde en caoutchouc mince et rigide.

Il est nécessaire, en effet, que la cliente ne sache

rien de précis dans le cas où plus tard elle ferait des aveux. On voit souvent, en Cour d'assises, des avortées déclarer de bonne foi que la dernière visite fut semblable à la précédente.

L'index de la main gauche guide la sonde dans le vagin, puis l'instrument pénètre successivement dans le col et dans l'utérus. A ce moment la matrone presse sur le piston. Aussitôt un liquide légèrement sanguinolent s'écoule dans la cuvette. Dans le cas contraire on recommence l'opération.

La femme n'a pas souffert ; c'est à peine si elle a ressenti un léger « farfouillement ». La cliente doit faire une longue course avant de rentrer chez elle et se faire transporter à l'hôpital ou appeler son médecin habituel aux moindres douleurs.

Le prologue se joue dehors et c'est au médecin qu'on réserve l'acte final du drame. Souvent les matrones prennent moins de précaution. Elles montrent avec orgueil un liquide coloré dont elles prétendent avoir le monopole et dont l'efficacité est sûre. Elles appellent ce liquide : eau d'argent, eau d'or. En réalité c'est un mélange banal d'eau et de lait d'eau et de vin, ou du vin de quinquina, du permanganate, de l'eau de savon. C'est là du pur charlatanisme, car l'eau pure produit le même effet.

La perforation des membranes est un procédé également employé. Les instruments les plus rudimentaires servent à cet effet : aiguilles à tricoter, tringles de rideaux, baguettes de bois, cure-dents, épingles à cheveux, fil de fer, ciseaux, sondes, etc.

Les autres moyens tels que le tamponnement vaginal, la dilatation du col avec l'éponge préparée ne sont plus guère utilisés.

La femme expérimentée et surtout la femme instruite, avant de se rendre chez la matrone va chez le médecin faire vibrer la corde sentimentale ou essayer d'atteindre par la ruse le but qu'elle vise. Bien souvent nos maîtres voient entrer dans leur cabinet certaines clientes affolées qui s'écrient : « Docteur, je suis enceinte ; mon mari va me tuer ; je suis une femme perdue ; je vous en supplie, sauvez-moi ; faites-moi avorter. » Suivent les larmes et autres prières.

Il faut pour se débarrasser de ces clientes encombrantes ouvrir le Code pénal et leur lire l'article 317.

On en a vu d'autres qui se présentent chez un jeune docteur nouvellement installé dans le quartier et lui tiennent ce langage : « Docteur, j'ai beaucoup entendu parler de vous ; on m'a dit que vous aviez fait de brillantes études de gynécologie et je viens vous consulter. Je souffre depuis longtemps d'une maladie de matrice ; mes règles ont été très abondantes la semaine dernière. Les nombreux médecins qui m'ont traitée, ont parlé d'hypertrophie et d'allongement de l'utérus. Je vais de mal en pis ; veuillez m'examiner sérieusement ; je suis décidée à tout, même à une opération. »

Le jeune praticien écarte l'idée de grossesse, car on lui a parlé de règles. Il ne trouve rien de pathologique ni au col ni au vagin. Il fait pénétrer son hystéromètre dans l'utérus ; la femme pousse un cri. Le tour est joué à la grande confusion du médecin.

Il est une catégorie de femmes qui se font avorter elles-mêmes. Un de nos maîtres fut appelé dernièrement auprès d'une cliente qui avait supprimé sa grossesse préjudiciable à son métier pour la troisième fois. Elle se plaçait dans la position accroupie et se servait d'une plume d'oie.

D'autres dont la sensibilité est grande emploient avec succès des titillations digitales au niveau du col. Il est vrai « qu'il y a des femmes qui avortent lorsqu'on entre chez elles et qu'on éternue sans les prévenir et d'autres qui n'avortent pas quand on les précipite du cinquième étage. »

DES MOYENS DE PRÉVENIR L'AVORTEMENT

Le mal dont nous souffrons risque de devenir une calamité. Aussi grand nombre de philanthropes et de patriotes se sont émus de cet état de choses et ont étudié les moyens d'enrayer ce fléau.

Nous estimons avec eux qu'il faut d'abord prévenir le crime ; se montrer ensuite sévère pour la femme coupable et impitoyable pour les complices.

Quand on veut rationnellement punir un crime, il ne faut pas qu'on puisse le légitimer.

Supprimons les mobiles et nous ferons disparaître l'intention criminelle.

La fille-mère est à plaindre, car elle est malheureuse. Et quand, malgré le mépris et les privations, elle a l'héroïque courage de mener à bien sa grossesse, elle mérite le respect, le soutien et la protection de la société.

Réhabilitons la fille-mère devant l'opinion publique ; ne l'accablons pas de nos sourires moqueurs ; ne lui

jettons pas la pierre du dédain. Luttons contre ces préjugés ridicules, contre ces fausses pudeurs.

Donnons-lui de bons conseils ; démontrons-lui qu'elle se relèvera aux yeux de tous, en entourant son enfant de soins dévoués, en l'élevant convenablement dans la voie du devoir et de l'honneur, en faisant de lui un être utile à la collectivité.

N'oublions pas que la maternité est une grande et belle chose.

Certes, nous ne prétendons pas mettre la fille-mère et l'épouse vertueuse sur le même pied d'égalité ; celle-ci mérite plus de considération, mais toutes deux ont droit au même respect.

Le médecin, lui-même, dont l'influence est considérable dans les familles, doit montrer les dangers immédiats de l'avortement : infection et hémorragie, ainsi que les conséquences lointaines (métrite, salpingite) de manière à détourner ceux qui auraient l'intention d'y recourir. Il doit aussi recommander les mariages précoces et déconseiller l'émigration continuelle des campagnes vers les villes.

Ayons de la considération pour les pères de famille nombreuse. Cherchons-leur du travail ; employons-les de préférence aux autres hommes. Nous devons, en particulier, dans les grandes villes, leur faciliter le logement. A l'heure actuelle une famille nombreuse a de la peine à trouver un abri.

Un immense effort doit se faire pour corriger un système d'impôts injuste qui fait payer au père de famille en raison directe des bouches qu'il doit nourrir.

Il ne faut pas que l'ouvrier soit obligé de prendre un logement plus petit à mesure que sa famille augmente.

L'appui moral et la charité privée seront efficaces dans quelques cas, mais insuffisants dans le plus grand nombre. L'État a, envers la femme enceinte, des devoirs aussi impérieux que la mère envers son enfant. Or, « l'assistance maternelle est entièrement à créer sur le territoire de la République ; insuffisante ou défectueuse où elle existe, elle fait totalement défaut dans l'immense majorité des communes. » (P. Strauss.)

Nous demandons la création dans tous les départements d'asiles-refuges où la femme, veuve, fille ou divorcée, réduite à la misère ou voulant échapper à tout regard indiscret, sera admise d'urgence, sur sa simple demande et à n'importe quel moment de la grossesse. Aucune pièce d'identité ne sera exigée ; aucune enquête, aucun rapport de police, aucune distinction de religion. Si la femme désire garder l'incognito, personne n'a le droit d'aller fouiller dans sa conscience. On pourrait toutefois exiger d'elle un pli cacheté qui lui serait remis à sa sortie et ouvert seulement en cas de décès. Ces asiles seraient à la fois un foyer réconfortant et un merveilleux outil de puériculture.

L'État et les conseils généraux prendraient à demi la totalité des frais. A l'asile doit être annexée une maison d'allaitement. La fille-mère qui désire garder son enfant pourrait rester dans cet établissement pendant toute la période où, selon le professeur Pinard, le lait de la mère appartient à l'enfant, c'est-à-dire jusqu'au sevrage.

Les femmes seraient soumises à certains travaux manuels dont le produit aiderait les dépenses d'entretien.

Toutefois celles qui désireraient regagner leur domicile avec leur enfant continueraient à toucher les secours mensuels que l'État alloue depuis quelques années aux filles-mères.

Nous demandons aussi la création de bureaux secrets. Combien de mères, à l'heure actuelle, font disparaître le fœtus parce qu'elles ne pourront pas confier l'enfant comme un dépôt anonyme à une administration charitable. La fille-mère qui se trouve dans l'impossibilité morale de garder son enfant trouvera dans ces établissements de grandes facilités d'abandon.

Nous ne pensons pas que la femme mariée et enceinte puisse être hospitalisée dans un de ces asiles dont nous demandons la création. La séparation d'une mère et de sa famille est toujours pénible; c'est la désorganisation du foyer; les enfants sont attirés vers le vagabondage, le père vers l'alcoolisme et vers les relations extra-conjugales.

D'après nous, la femme enceinte mariée doit être aidée et soutenue par des secours mensuels en argent; et ces secours dits de grossesse doivent être maintenus pendant l'allaitement.

Bien souvent on voit dans la même demeure une fille-mère bénéficier d'un secours mensuel de 35 francs et une femme mariée, chargée d'enfants, avec un mari malade, n'obtenir que des secours rares et insignifiants.

Que l'État tende la main à la mère mariée misérable et il fera cesser cette inégalité.

Nous voudrions, en outre, la multiplicité des gouttes de lait, crèches, pouponnières.

Il serait nécessaire de créer un livret d'état civil où l'on ne verrait plus la fatale mention « père inconnu ». Cette déclaration serait consigné au seul livre de l'état civil et il n'en serait donné communication qu'au titulaire du livret ou aux officiers municipaux ou judiciaires.

L'article 340 du Code civil interdit la recherche de la paternité et l'article 317 du Code pénal punit de la réclusion la femme qui se fait avorter. En somme l'homme n'étant pas responsable au point de vue de la paternité, l'avortement est une tentation naturelle chez la femme.

« Il faut, dit M. Bertillon, que le législateur nous rende un codé honnête homme, où toute promesse soit obligatoire, même celle faite à une femme, une société où chacun soit responsable de ses actes. Alors, mais seulement alors, vous pourrez appliquer l'article 317, punir de la réclusion la femme qui se fait avorter. »

On prétend que la recherche de la paternité causerait des scandales et des tentatives de chantage. Le chantage, il sera facile à la justice de le déjouer. Quant aux scandales, tant pis pour leurs auteurs. Mais par contre les abandons seront rares ; car les hommes sauront à l'avance qu'ils doivent apporter à la mère la part de coopération et d'appui dont elle a besoin pour

l'entretien et l'éducation de l'enfant. Et, comme dit le professeur Pinard, quand les mères ne seront plus abandonnées, les avortements seront l'exception.

Nous réclamons une vigilance très active de la police et une surveillance spéciale des maisons d'accouchements. Il est de notoriété publique que la plupart des avortements se commettent dans ces établissements. On doit donc les soumettre à un contrôle médical et administratif semblable à celui déterminé par la loi du 30 juin 1830 pour les asiles d'aliénés.

Au lieu d'un banal certificat de bonnes vie et mœurs, que l'on exige des élèves sages-femmes des antécédents irréprochables.

Nous demandons aussi l'interdiction de l'exercice illégal de la médecine, l'application rigoureuse des règlements destinés à assurer la constatation des naissances, la déclaration à l'état civil de l'avortement quelle que soit l'époque de la gestation, la vérification du fœtus par le médecin. La déclaration pourrait être faite par les gens de l'art, ou, à la rigueur, par les personnes qui ont été témoins.

La loi doit être sévèrement appliquée, surtout vis-à-vis des complices. Nous voudrions que la tentative d'avortement imputable à la femme soit punissable, alors même qu'elle n'est pas suivie d'effet.

Nous souhaitons enfin que les jurys se montrent moins débonnaires, surtout quand un avocat éloquent et habile cherche à leur inspirer une émotion qu'il ne partage pas toujours,

En terminant nous voulons nous défendre d'un

reproche. A ceux qui nous accuseront d'encourager le vice par toutes ces améliorations sociales, nous répondrons : nous voulons simplement éviter le crime.

Nous convions tous les particuliers, hommes et femmes, instituteurs, médecins, les municipalités, départements et État, groupements sociaux à prendre part à ce noble et généreux combat pour le sauvetage des embryons en péril. C'est là une œuvre de justice, d'humanité et de patriotisme.

CONCLUSIONS

L'avortement criminel a été pratiqué de tous temps ; on le rencontre chez tous les peuples. Mais sa fréquence a varié avec les époques ; elle varie encore aujourd'hui avec les contrées.

La France n'a pas échappé à cette peste sociale.

Les préjugés ridicules, les idées étroites, la perversion des mœurs, la misère de la classe ouvrière, la cupidité égoïste de la bourgeoisie, la vulgarisation de la science médicale, l'efficacité des procédés abortifs employés, l'indifférence de la police et la clémence des tribunaux sont les causes les plus fréquentes qui poussent à l'avortement.

Il faut que la femme enceinte soit recueillie, abritée, conseillée, assistée.

Les moyens rationnels susceptibles d'arriver à ce résultat sont les uns préventifs et les autres répressifs.

Nous demandons pour la mère honteuse un appui moral ; pour la mère misérable, la création d'asiles-refuges nationaux, de maternités secrètes, de bureaux

secrets, la distribution de secours de grossesse et d'allaitement, la recherche de la paternité, la surveillance rigoureuse des maisons d'accouchements et une application sévère de la loi.

Vu : le Président de la thèse
DEBOVE

Vu : le Doyen,
DEBOVE

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- ROUYER. — Études médicales sur l'ancienne Rome, 1859.
- BRILLAUD-LAJARDIÈRE. — De l'avortement provoqué au point de vue médical, théologique, médico-légal. Paris, 1862.
- TOURDES. — Avortement en médecine légale. Article du *Dictionnaire Dechambre*.
- TARDIEU. — Avortement en médecine légale. Article du *Dictionnaire Jaccoud*.
- CANOLLE. — De l'avortement à Karikal. *Thèse de Paris*, 1881.
- VERRIER. — Avortement criminel chez les anciens et les modernes. *Revue scientifique*. N° du 21 juin 1884.
- GALLIOT. — Recherches historiques, ethnographiques et médico-légales sur l'avortement criminel. Lyon, 1884.
- WOELING. — L'avortement dans ses rapports avec la dépopulation. *Thèse de Paris*, 1885.
- MARC. — Dictionnaire des sciences médicales. Article avortement.
- AUBIN. — Recherche de la criminalité dans l'avortement. *Thèse de Bordeaux*, 1886.
- LACCASSAGNE. — Considérations médicales sur l'avortement. *Archives d'anthropologie criminelle*, 1887.
- BROUARDEL. — Crimes professionnels, avortements, infanticides, *Gazette des hôpitaux*, 1888.
- TALMEYR. — Les avorteuses de Paris.
- CAZALS. — Les faiseuses d'anges.
- P. STRAUSS. — Dépopulation et puériculture.

- VIBERT. — Précis de médecine légale.
- BOUCHACOURT. — De la puériculture.
- BROUARDEL. — L'exercice de la médecine et le charlatanisme, 1898.
- PINARD. — De l'assistance des femmes enceintes. *Revue d'hygiène*, 1890.
- BRION. — Étude sur 530 cas d'avortements. Paris, 1891.
- LAGUERRE. — De l'avortement criminel. *Thèse de Toulouse*, 1893.
- DRAPER. — Criminal abortion. *Boston medical and surgical journal*. Avril 1896.
- COUTAGNE. — Médecine légale.
- RIBIER. — Les sages-femmes en France. *Thèse de Paris*, 1897.
- LEMOINE. — L'avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1897.
- BROUARDEL. — Avortement. Paris, 1901.
- ZOLA. — Fécondité.
- BRIEUX. — Maternité.
- MATIGNON. — Avortement en Chine. *Annales d'hygiène*, 1899.
- DAVID. — Avortement criminel. *Thèse de Paris*, 1899.
- DU COURNEAU. — Moyens de combattre la dépopulation. *Thèse Paris*, 1900.
- LEGRAND. — De la faible natalité en France. *Thèse Paris*, 1900.
- ALAIN. — Du fœticide thérapeutique. *Thèse Bordeaux*, 1900.
- LESUEUR. — L'Évolution de la femme. *Bulletin du congrès international du commerce et de l'industrie*. Paris, 1900.
- RIVIÈRE. — Recherche de la paternité. *Thèse de droit*. Paris, 1900.
- BLONDEL. — Statistique de 100 cas d'avortement criminel. (*Annales de la Société obstétricale*. Paris, 1902.
- LUTAUD. — La dépopulation en France. *Journal de médecine de Paris*, 1902.
- MAYGRIER. — Rapport sur 32 cas d'avortement criminel. *Annales de la Société obstétricale de France*, 1902.
- LACCASSAGNE. — Précis de médecine légale.
- BAFFET. — De la dépopulation plus spécialement envisagée au point de vue obstétrical. *Thèse Paris*, 1903.
- BONNET. — Dépopulation et repopulation. *Thèse Paris*, 1903.

- FLAMBART. — La femme enceinte dans les sociétés modernes
Thèse Paris, 1903.
- PICHEVIN. — De l'avortement criminel. *Semaine gynécologique*.
Avril 1903.
- ESCANDE. — Contribution à l'étude clinique des avortements.
Paris, 1903.
- DUMAS. — Recherche de la paternité. *Thèse de droit*.
- BALTHAZARD. — Précis de médecine légale.
- DOLÉRIS. — Statistique sur l'avortement. *Compte rendu de la
Société d'obstétrique*. Février et mars 1905.
- LEGRAND. — Considérations sur l'assistance aux mères. *Thèse de
Paris*, 1906.

